



Mathieu

EXTÉRIEUR.

ILES IONIENNES.

Corfou, le 12 juillet. — Le fameux Omer-Vrione, qui a joué un des principaux rôles pendant les guerres civiles de l'Albanie et des troubles de l'Égypte, et qui, dans la lutte actuelle entre les Grecs et les Turcs, s'est fait remarquer par son courage et son habileté, vient de se déclarer définitivement contre la Porte. Dès les premiers jours de mars, le gouvernement turc lui avait intimé l'ordre de se porter, à la tête de dix mille Albanais, sur la Thessalie, pour marcher ensuite, réuni au général en chef Dervich-Pacha, contre la Livadie. Instruit par les revers continuels des trois dernières années, ce chef prudent de l'Albanie a tout mis en œuvre pour ne pas prendre de part active dans une quatrième campagne contre la Grèce.

Furieux de son hésitation, le gouvernement turc envoya deux pachas avec ordre d'occuper, en qualité de commandans de place, les forteresses d'Arta et de Prévésa. A la première nouvelle de leur arrivée en Épire, Omer-Pacha sortit de cette dernière place pour venir à leur rencontre. Vers la mi-juin, il les attaqua, avec fureur, dans les environs de Placa, les mit dans une déroute complète, et les força à rentrer avec de faibles débris de leurs troupes, dans la Thessalie.

Depuis ce moment, Omer-Pacha s'est déclaré ouvertement contre la Porte. Les dernières nouvelles de l'Épire portent qu'il a appelé tous les Albanais chrétiens aux armes. On ajoute qu'il a confié Kiapha, la fameuse place de Souli, aux braves Lakiotes, tribu belliqueuse du peuple souliote. Tout est en agitation dans l'Épire. Cet événement inattendu doit avoir des résultats prochains et funestes pour la Porte.

Par un hasard heureux, ce mouvement a coïncidé parfaitement avec une expédition que Mavrocordatos vient de diriger contre l'Épire; elle est commandée par Constantin Bozaris, Zongas et Stournaris, trois des plus habiles généraux de la Grèce occidentale. Les troupes grecques ont déjà passé les frontières; et se sont établies dans l'Artinon et dans Chiméra. Les nouvelles qui arrivent du théâtre de la guerre ajoutent que les Grecs espèrent les plus brillans résultats de cette expédition.

Un nouveau pacha, envoyé par le commandant en chef turc, marche de la Thessalie contre Omer-Pacha. Celui-ci fait, de son côté, de vigoureux préparatifs de résistance. Il a déjà mis en état de défense la place et les divers châteaux de Janina et les forteresses d'Arta et de Prévésa. Il vient d'ouvrir de nouvelles négociations pour parvenir à une alliance avec les Grecs. Sa position est précisément la même que celle où se trouvait Ali-Pacha il y a trois ans.

Tel est l'état des choses dans l'Albanie proprement dite. L'Albanie moyenne est aussi déchirée par les factions. Les deux mille Turcs que le capitain-pacha avait débarqués à Négrepoint avaient essayé, vers le commencement de juin, de faire une excursion sur le continent; ils s'étaient, en effet, avancés jusqu'aux environs d'Athènes; mais bientôt le commandant Gouras vint à leur rencontre, leur fit éprouver une perte assez considérable, et les força à regagner Négrepoint. Le général en chef turc, Dervich-Pacha, demeure toujours dans l'inaction en Thessalie. Ses embarras paraissent augmenter tous les jours.

ESPAGNE.

(Correspondance particulière.)

Madrid, le 11 août. — A son passage à Cuenca, S. M. a destitué la municipalité de cette ville; elle passait pour n'être pas dans les bons principes, et l'on prétend, d'après l'esprit qui règne en général à Cuenca, que la composition de la municipalité présente de grandes difficultés.

On dit que les Français vont tenir garnison à Lerida et à Tarascon, places qui avaient été abandonnées depuis plusieurs mois.

Nous garantissons la vérité de tout ce que nous avons rapporté au sujet de la scène sanglante qui a eu lieu dernièrement dans la rue San-Anton; cependant, nous avons omis une circonstance: c'est que le détachement du 22^e. de ligne, en-

voyé pour rétablir le calme, s'est vu obligé, par l'ordre de l'officier, de faire deux décharges sur les soldats de Quésada, qui dès ce moment rentrèrent dans l'ordre. (*Indic de Bord.*)

Un ordre royal porte que les officiers et autres individus appartenans aux états-majors de place, et qui ont abandonné volontairement la cause royale pour suivre les révolutionnaires, seront compris dans les articles des décrets des 5 et 6 mars dernier.

La police était instruite depuis quelque tems que des individus, qui se disaient ses agens, faisaient des visites dans les maisons et exigeaient des amendes sous divers prétextes, avec le perfide dessein de la rendre odieuse par d'aussi exécrables moyens; en conséquence, la sur-intendance générale de la police prévient le public que nul n'est obligé à payer d'amendes que celles qui lui seront imposées par le commissaire du quartier; en outre de cette disposition, les individus chargés de faire payer les amendes, seront tenus, quand on l'exigera, d'exhiber leurs titres revêtus des armes et du sceau de la sur-intendance.

Les milices provinciales sont habillées avec beaucoup de luxe: chaque bataillon a sa musique, ses sapeurs et son tambour-major; les Espagnols ont entièrement adopté notre uniforme; à trente pas on les prendrait pour des Français, mais plus près l'illusion est bientôt détruite, et l'on cherche en vain cette uniformité dans toutes les parties du costume qui distingue nos soldats. Au reste, il est certain que la composition du corps des officiers de ces milices est telle qu'un pareil résultat est presque impossible; ce sont en général, des jeunes gens qui débutent dans la carrière par le grade d'officier.

Barcelone, le 10 août. — Sous le régime constitutionnel, le couvent de San-Pédro de-las-Pueblas fut transformé en prison publique, vu le mauvais état de la prison qui se trouvait dans l'intérieur de la ville. Un ordre royal vient d'arriver, qui enjoint à la municipalité de 1823, ainsi qu'à la députation de la province, de payer tous les frais qu'entraînera le rétablissement de l'ancienne prison et du couvent des religieuses. On évalue cette dépense à 4000 piastres fortes. Notre capitaine-général, M. le marquis de Campo-Sagrado, n'a pas encore fait exécuter cet ordre: quelques personnes prétendent qu'il a fait à S. M. des représentations sur cette affaire.

— La nuit dernière, trois prisonniers, détenus pour délit d'opinion ont trouvé le moyen de s'échapper de la prison où ils se trouvaient: deux d'entr'eux étaient à la disposition du conseil de guerre permanent: le troisième était un cordelier. La police est à leur recherche.

— Au village de Das, dans la Cerdagne, une bande de plus de 80 hommes, qu'on avait d'abord pris pour des faucheurs armés de leurs faux, est entrée dans le village aux cris de *mort aux negros*. L'alcade se présenta à la tête des autorités pour les faire rentrer dans l'ordre: ce fut en vain. Alors on bat la générale; on sonne le tocsin; les habitans des campagnes voisines accourent: effrayée de ces préparatifs, la bande prend la fuite pour se soustraire à la justice. On parvient cependant à arrêter celui qu'on avait vu à leur tête, il déclare que ces prétendus faucheurs étaient une bande de brigands, qui, l'ayant trouvé sur la grande route, l'avaient forcé de marcher à leur tête. La justice s'est mise à la poursuite de ces malfaiteurs. Dans le Pla-de-St-Tirso (même district), une horrible nuée de sauterelles a détruit non seulement les légumes, mais encore les vignes; on nous mande que la récolte est tout-à-fait perdue dans ces campagnes.

— La semaine dernière une rixe très-violente s'est élevée à Badalona, parmi les habitans et les remplaçans de l'armée; le résultat de cette affaire a été quelques hommes tués et blessés de part et d'autre.

— Il paraît que les esprits ne sont pas tranquilles à Balaguer, depuis qu'il a fallu envoyer de Tortose la force armée pour faire recevoir le nouvel alcade-major. Une partie de cette troupe, qui s'y est établie, a arrêté, pendant la nuit, des mutins qui se préparaient à l'attaquer à coups de pierre.

— A Bésalu il y a eu aussi des rixes à cause de la réparti-

tion mise sur le village pour acheter des remplaçans pour le contingent que la Catalogne doit fournir au recrutement de l'armée. Quelques troubles ont eu lieu à Perclada, Alcaras, Masalcorrech.

— Nous recevons de l'intérieur de la province les nouvelles suivantes : « La négligence de quelques bergers, qui ont allumé du feu sans l'éteindre, est cause que la belle forêt d'Aasobell, dans le district de Puycerda, a été dévorée par les flammes. Dès que les habitans de ce village s'en aperçurent, ils coururent en toute hâte pour arrêter les progrès de l'incendie, mais un violent vent d'ouest en favorisait la rapidité, et tous les efforts humains devinrent inutiles ; la forêt est depuis quinze jours la proie des flammes.

ANGLETERRE.

Londres, le 18 août. — C'est aujourd'hui, dit *the Morning-Herald*, que la chambre de commerce (*board of trade*) décidera si les ports seront ouverts pour la réception et la vente d'avoine étrangère. D'après le prix auquel cette denrée se vend dans les Pays-Bas, quant même les prix y subiraient une hausse, et en Angleterre une baisse, ce qui serait probablement le cas, le profit sera toujours fort considérable pour engager des spéculateurs à faire des envois. (Voyez Liège.)

— La fameuse lettre de Guayaquil, dit le *Chronicle*, dans laquelle on parlait de la victoire remportée par Bolivar au Pérou, passe généralement aujourd'hui pour une pièce fabriquée. On avait dit dans le tems que cette lettre était parvenue à une maison de commerce de Philadelphie, et de là envoyée à New-York, afin de partir par le paquebot qui a quitté cette place vers le 1er juillet. On a reçu à Londres des journaux de différentes parties des Etats-Unis, jusqu'au 10, 17 et 18 du même mois, et il ne s'y trouve pas un seul mot qui ait rapport à la victoire au Pérou. Le *Courier* répète l'article du *Chronicle*, et convient qu'il a été induit en erreur.

— On a appris à la bourse de ce matin que quelques banquiers du premier ordre sont partis pour Paris, afin d'y avoir une conférence avec le ministre d'Espagne au sujet d'un nouvel emprunt. (*) (Sun.)

— *The Courier*, l'avocat le plus zélé de la reconnaissance par l'Angleterre des états de l'Amérique du Sud, avoue aujourd'hui que les événemens des derniers deux ou trois mois, ont rendu impossible d'adopter immédiatement des mesures à cette fin, malgré la disposition du gouvernement de faire tout pour favoriser les intérêts de ses sujets, attendu que ces événemens n'ont point répondu à l'attente. Pour ce qui regarde le Mexique, dit ce journal, qui peut deviner les suites de l'entreprise d'Iturbide ? Ce pays est actuellement une république ; en quelques mois d'ici, il peut avoir un gouvernement impérial. La Colombie présente un cas différent à la vérité, mais elle est engagée dans une lutte dont l'issue est incertaine ; la guerre qu'elle fait dans le Pérou, des revers peuvent la porter au sein de la Colombie. Or, toute démarche décisive serait, dans ce moment, intempestive et même inutile.

Le *Courier* termine en disant que le seul acte de reconnaissance qui pourrait se faire dans ces conjonctures serait la négociation d'un traité de commerce, à quel effet il serait nommé respectivement des ambassadeurs ; mais en réalité cet acte ne reconnaîtrait rien sinon le fait que tels et tels états offrent des garanties suffisantes pour remplir les conditions qui seraient stipulées.

— Il est arrivé, ce matin, des gazettes de New-York du 25 juillet. Voici ce qu'on y trouve de plus remarquable :

« Un brick de guerre français, venant de la Martinique, a mouillé le 23 mai, aux *Sacrificios*. Une lettre du général Rinson à un membre du congrès, porte qu'à bord de ce brick est un commissaire français nommé Samuel, dont la mission est de nouer, s'il y a lieu, des relations commerciales avec le Mexique.

« Les patriotes mexicains attachent le plus grand prix à la réalité de ce fait, parce que, selon eux, ce serait une garantie que la France ne prêterait point l'assistance de ses forces à l'Espagne, pour réduire les états insurgés.

« Les journaux mexicains, quelle que soit leur opinion individuelle, ne négligent rien pour fixer l'attention sur l'arrivée de M. Samuel. Le *Sol* dit, par exemple, à ce sujet :

« Le général Victoria mande de Xalapa qu'un commissaire du roi de France est arrivé sur la côte du Mexique, et avec une si parfaite confiance dans l'accueil que méritent ses disposi-

(*) Ajoutez à ce fait, que le langage du *Courier*, qui d'ordinaire plaide avec chaleur la cause des insurgés de l'Amérique, est aujourd'hui singulièrement froid ; il n'imagine plus de victoires pour appuyer ses argumens, il ne sait plus même, comment se terminera la lutte où s'est imprudemment engagée la Colombie ; cependant il n'y a que peu de jours, qu'il regardait ce pays comme inexpugnable, qu'il traitait avec dédain les projets dirigés contre son indépendance ; s'il est vrai qu'on doive encore regarder le *Courier* comme dépositaire de la pensée ministérielle, on en doit conclure que le gouvernement britannique lui-même, fléchit sous l'influence des ennemis de l'indépendance américaine. D'autre part le *Sun*, qui passe communément pour le journal de M. Canning, prend, à l'idée seule d'une intervention étrangère, un ton menaçant. (Voyez ce qu'il dit sur la censure française.) On l'a pensé souvent, il y a division dans le ministère anglais sur la question des Amériques ; mais aujourd'hui le *Courier* fait craindre que le parti espagnol n'ait accru ses forces. En dernière analyse, cependant le *Courier* anglais est fameux par les variations de son langage, demain il en changera peut-être encore. (Note du rédacteur.)

tions, qu'il a jeté l'ancre jusque sous notre batterie Mexique. « La *Gazette nationale* est loin de tenir un langage si perfide. Son commissaire n'est, vraisemblablement, qu'un espion. La négociation dont il se dit chargé s'accorde avec tout ce que nous lisons dans les journaux français et pagnols. »

— Le sha, ou roi de Perse actuel, a trente-neuf fils et cent et rante filles.

La lettre du roi d'Angleterre, portée par sir Harford Jones au Pérou, a été, pendant tout le voyage de l'ambassade à travers la Perse, placée sur un palanquin escorté par dix hommes de troupes indiennes un officier. On ne la retirait et ne la replaçait jamais qu'au son des trompettes. A chaque halte de la caravane, elle était déposée dans une tente d'honneur et recouverte d'un drap d'or. Une sentinelle veillait sur le dos. La correspondance des princes est un objet de grande vénération dans l'Orient. La dignité qu'on imprime par ces cérémonies à la lettre d'un souverain, excite parmi le peuple un respect profond pour celui qui représente le souverain lui-même. (The Courier.)

— Les journaux de *Sierra-Leone*, du 26 juin, donnent de nouvelles du cap Coast du 13 juin, elles confirment la conduite bataille qui a eu lieu entre les troupes anglaises et Ashantées le 22 mai dernier. D'après ces journaux, il paraît que l'armée anglaise avait battu en retraite au premier choc du combat, mais elle se rallia ensuite et se battit avec la plus rare valeur ; aussi la déroute des Ashantées fut-elle complète.

— Nous tirons ce qui suit d'une lettre de la Côte-d'Or, laquelle donne des détails intéressans sur une des dernières actions qui ont eu lieu entre les Ashantis :

Le 21 mai, au point du jour, nous étions tous de bout, armés de nos fusils en cap, et nous disposant à entamer l'affaire au son de l'air très martial, mais peu encourageant, de « tout sans dessus dessous (turn out the whites) ». Vers les onze heures, nous nous mimes en marche au nombre de 150 hommes (ce qui, selon mon calcul, composait à peu près la totalité de nos forces) pour en venir aux mains avec les Ashantis. L'action commença par des décharges terribles de la droite jusqu'à la gauche. Notre contre-batterie tira le premier feu : mais il ne tarda pas à reprendre sa position, qu'il tint ensuite avec une bravoure déterminée. Le lieutenant Henry, qui avait tout ce qu'il y avait de disponible dans le 2e régiment des Indes-Orientales, était placé en réserve ; ce corps, lorsqu'il fut engagé, déploya une plus grande fermeté. Les circonstances locales étaient entièrement à notre désavantage, attendu que les Africains occupaient une colline escarpée et très-boisée, tandis que notre terrain était uni et découvert. Nous prolongeâmes le combat aussi long-tems qu'il nous est resté de munitions, à dire jusqu'au déclin du jour. A tout prendre, le résultat de cette affaire a été en notre faveur, et d'après les rapports subséquens, il paraît que les Ashantis n'avaient pas encore éprouvé une perte aussi forte que celle qu'ils appellent affaire de buissons. Nous tenons ceci de quelques prisonniers que nous leur avons faits, ainsi que de ceux de nos gens qui ont été pris dans le combat ou périrent le brave sir Charles, et qui pendant ce dernier engagement, sont parvenus à échapper de leurs mains. Je voudrais avoir le tems de vous décrire l'aspect que présente ici un champ de bataille. De tous côtés la terre est jonchée de têtes coupées qui méritent d'être regardées, tandis que d'autres palpitent entre les mains des guerriers qui les ont abattues et qui les portent à leurs capitaines. Les cris et les hurlemens qui accompagnent les fusillades ; le bruit aigu des cornes de buffles, ces sauvages, des soldats presque nus, courant d'un fourré à l'autre, pour lâcher leur coup de carabine, tout cela donne à cette lutte une physionomie à la fois horrible et curieuse.

— *The Courier* blâme, non comme illégal, mais comme impolitique, le rétablissement de la censure en France. Il compare cette mesure aux remèdes qui, en faisant disparaître une affection cutanée, rejettent dans la masse du sang les humeurs qui tendaient à se porter au-dehors. Le *Morning-Herald* s'exprime avec plus de sévérité à ce sujet, et dit que dans cette nouvelle restriction de la liberté de la presse, un acte à la fois arbitraire et pusillanime. La plupart des journaux de Londres condamnent aussi cette mesure, et s'expriment avec plus ou moins d'amertume sur le système que le gouvernement français semble avoir invariablement adopté à cet égard.

A ce sujet, le *Sun* s'explique de la manière suivante : « Nous avons reçu le *Moniteur* de lundi. Ce journal contient une ordonnance royale qui rétablit la censure des journaux. Si le gouvernement français n'eût pas commencé et terminé son expédition contre l'Espagne en présence d'une presse libre, nous serions tentés de soupçonner que la France, sur le point de s'embarquer dans quelques nouvelles entreprises, et que la censure a été ressuscitée dans le but d'étouffer l'expression de l'opinion publique sur la politique extérieure qu'on se dispose à suivre. On a manifesté quelques appréhensions relativement à la mission réelle de l'expédition rassemblée à Cadix, que l'on supposait être destinée contre l'Amérique méridionale. Une lettre de Cadix annonce que les vaisseaux français étaient approvisionnés pour un long voyage : qu'à leur départ, ils se sont dirigés à l'ouest, qu'on croyait que l'amiral avait des ordres cachetés. Si l'usage du cordon sanitaire a été employé une seconde fois sur la face du monde (ce qui serait le comble de la duplicité et de l'outrage envers notre pays), on peut regarder la guerre entre la Grande-Bretagne et la France comme inévitable.

ALLEMAGNE.

Francfort, le 17 août. — (Correspondance particulière.) Les nouveaux retards que met la Porte à l'évacuation de la Moldavie et de la Valachie ont causé beaucoup de mécontentement parmi les membres du cabinet russe. Le ministre des affaires étrangères, comte de Nesselrode, a, par ordre de l'empereur, envoyé à Constantinople une demande itérative pour que l'évacuation des deux principautés par les troupes ottomanes ait lieu dans le plus bref délai possible.

FRANCE.

Paris, le 21 août. — La déclaration faite par la cour de Russie pour établir son droit de souveraineté sur toute la côte d'Amérique, depuis son extrémité la plus septentrionale, jusqu'au 51^{me} degré, avait excité la plus vive réclamation de la part du gouvernement des Etats-Unis. M. Middleton, son ministre à Pétersbourg, mande que ses négociations ont eu le plus heureux succès, et que d'après les ordres formels de l'empereur, les deux nations pourront trafiquer sur cette côte avec une parfaite égalité de droits. (Etoile.)

— Un détachement de troupes françaises vient d'être envoyé de Figueras à la Junquera pour y tenir garnison.

— On assure dit le *Drapeau Blanc*, que M. de St-Cricq a obtenu une pension de retraite comme ancien directeur-général des douanes, et qu'elle est fixée à 17,000.

— M. de Villéon épouse Mlle. Peyronnet. Le roi a signé hier le contrat de mariage.

— Le *Journal du Calvados* du 19 août rapporte le fait suivant, qui rappelle un des crimes les plus affreux de l'époque actuelle :

Vendredi dernier, un nommé Surmont, après avoir été jugé d'abord par la cour d'assises, comme accusé de banque-rote frauduleuse, reparut, dans la même audience, devant la même cour, avec trois co-accusés, François Petel, Adelaïde Fougère, et la femme Surmont son épouse. L'un des témoins, le sieur Hubert Francfort a déclaré que, cédant aux instances de la femme Surmont, qui avait, disait-elle, quelque chose de particulier à lui communiquer, il se rendit chez elle le 13 mai dernier; elle l'engagea à entrer avec elle dans une chambre située sur le derrière de la maison, au fond de la cour. Aussitôt qu'ils furent entrés, la femme Surmont ferma la porte à clé. Le sieur Francfort, commençant à éprouver de l'inquiétude, se saisit de la clé et ouvrit la porte. Tout-à-coup, deux individus, habillés en marins, se précipitèrent sur lui en disant à voix basse : « Ah, coquin! voilà trois ou quatre jours que tu nous fais attendre! » Au même instant ils lui passent une corde au cou, lui portent des coups de poings sur la figure, le renversent, lui lient les bras et les jambes avec des cordes, lui baillonnent la bouche avec un mouchoir, et, le tenant sous leurs genoux, lui déclarent qu'il faut qu'il souscrive des billets négociables à leur profit, ou qu'il perde la vie.

Après plus d'une heure, le sieur Francfort, ne pouvant plus supporter les tourmens qu'on lui faisait endurer, consent à tout. Surmont et Petel le placent sur une chaise devant une petite table; ils lui rendent l'usage de ses mains, et lui font souscrire 98 billets, la plupart en blanc. Ils l'obligent ensuite à faire un acte par lequel il reconnaît que c'était pour prix de l'adultère qu'il venait de commettre avec la femme Surmont qu'il avait souscrit tous ces billets. Cette scène horrible dura depuis huit heures du soir jusqu'à une heure du matin.

Surmont a été condamné à vingt ans de travaux forcés, Petel à quinze, et la femme Surmont à cinq. La fille Moublanc a été acquittée. Les condamnés se sont pourvus en cassation.

AFFAIRE DE LA GRÈCE.

Nous apprenons à l'instant, par la voie de Constantinople, que les Grecs sont rentrés dans Ipsara de vive force. Trois ou quatre mille musulmans ont péri, et les Grecs ne se sont éloignés d'Ipsara que sur l'avis que le capitain-pacha revenait les attaquer. Cette nouvelle a ranimé le courage et les espérances des Grecs. L'expédition de l'Egypte est le seul événement qui puisse leur être tout-à-fait funeste. (Etoile.)

— La légation anglaise à Constantinople a reçu des avis officiels des désastres que les Grecs ont occasionnés à l'escadre du capitain-pacha. Sa flotte a été dispersée, dix-sept bâtimens ont été détruits, trois frégates sont tombées au pouvoir des Grecs, et le vaisseau amiral lui-même, entièrement désarmé, ne peut plus reparaitre de la présente campagne.

(L'île d'Ipsara est située à 4 lieues N. O. de Scio, elle est petite, pierreuse et offre peu de ressource à l'industrie et au commerce. Le vin est le seul objet d'exportation. Ce qu'on appelle la ville n'est qu'un bourg où l'on voit encore quelques vestiges de l'ancienne ville. En face de cette île s'en trouve une autre petite qu'on appelle Anti-Ipsara.)

Hydra est à environ 50 lieues d'Ipsara, à deux lieues du continent de la Morée; Spezzia est à environ 10 lieues d'Hydra, en face du golfe de Napolie de Romanie et à 15 lieues de cette ville.)

BOURSE du 21 août. 5 p. c. con. Jouiss. du 22 mars 1824, 100 fr. 85 c. Act. de la Banque.

INTÉRIEUR.

Bruxelles, le 24 août. — LL. AA. RR. et I. le prince et la princesse d'Orange accompagnés des princes leurs fils et toute leur suite, partiront du palais de Soestdyk samedi 28 et de grand matin, pour arriver le même jour en cette résidence.

— La justice ne cesse de poursuivre et d'atteindre les usuriers et leurs agens qui paraissent être en assez grand nombre dans cette ville. Hier le nommé J. F. Triest, de Bruxelles, accusé de ce trafic infâme, et en outre prévenu d'abus de confiance, a été écroué à la maison d'arrêt de cette ville et mis au secret. Puissent les poursuites bien dirigées de la justice

atteindre le dernier de ces individus, qui ne calculent que sur la misère publique.

LIÈGE, LE 25 AOUT.

Des lettres particulières, reçues hier de Londres, annoncent que le gouvernement britannique a déclaré ses ports ouverts à l'importation des avoines venant de l'étranger. On assure que déjà des spéculateurs ont fait à Bruxelles des achats considérables de cette céréale et ont frété des bâtimens pour la transporter en Angleterre où ils sont sûrs d'obtenir des bénéfices importants. (Journal de la Belgique.)

— Le Journal du Commerce d'Anvers publie une lettre de la maison Et. Gauthier, du Havre, annonçant que, dans la nuit du 18 de ce mois, son portefeuille a été enlevé dans ses bureaux avec 130,951 fr. 20 cent., en 41 effets dont elle donne la note; ledit avis ayant pour objet de prévenir la négociation desdits effets, et avertissant au surplus que ses mesures sont prises pour en arrêter les paiemens.

Liste des élèves du collège qui ont obtenu des prix. (Suite.)
Langue hollandaise. — 1^{ère} Division.

Prix de supériorité. Clément Hermine. Premier prix partagé. Pierre-Joseph Lemoine, et Alexandre Bottin.

6^e Classe.

Thème. — Premier prix partagé. Gustave Comhaire, de Liège, externe, et Henri Gendebien, d'Engis, externe. Deuxième prix partagé. Hubert Vanderstraeten, de Hasselt, externe, et Adolphe Renkin, de Châteaux, externe.

Version. — Premier prix. Gustave Comhaire. Deuxième prix partagé. César Meyers, et Prosper Renoz, de Liège, demi-pensionnaire.

2^e Division.

Premier prix. Victor Richard. Deuxième prix partagé. Théodore Fraussen, de Hombourg, externe, et Jean Denis. Troisième prix partagé. Lambert Goetsbloest, Eugène de Heusch, de Cortessem, pensionnaire. Quatrième prix. Guillaume Sigers, de Hasselt, demi-pensionnaire.

Classe élémentaire. — 1^{ère} Division.

Thème. — Premier prix. Charles Geoiris, de Liège, externe. Deuxième prix partagé. Adolphe Bastin, de Verviers, externe, et Pierre Ledent, de Glain, externe.

Version. — Premier prix partagé. Adolphe Bastin, et Charles Geoiris. Deuxième prix partagé. Pierre Ledent, et Henri Gaucet.

L'auteur de l'analyse d'une fable de La Fontaine lue dans la séance pour la distribution des prix aux élèves du collège de Liège, est M. Constant Materne de Huy, le même qui a obtenu le 1^{er} prix de discours français.

(CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE DE NOTRE JOURNAL.)

Madrid, le 12 août 1824.

Tous les militaires français qui ont accompagné le roi dans son dernier voyage s'accordent à faire un tableau rembruni de la misère effroyable qui règne dans les endroits qu'ils ont parcourus où le nombre de voleurs va toujours croissant; les partisans du pouvoir absolu en rejettent la faute sur les constitutionnels qui, disent-ils, suspendent à dessein leurs travaux et augmentent ainsi cet état de détresse; les Français ont eu partout l'occasion de remarquer que les citoyens tant soit peu aisés sont ceux que la lie du peuple appelle noms ou constitutionnels; dans plusieurs villes et villages ou les volontaires royalistes ne sont composés que de malheureux sans aucune ressource, le clergé sentant le besoin d'avoir un appui, s'est imposé et fournit lui-même l'entretien de ces volontaires. — La veille du départ du roi de Sacedon, une vive altercation eut lieu sous les yeux même du roi entre des gardes-du-corps espagnols et des Français, les sabres étaient tirés de part et d'autre, lorsqu'on cria aux armes et que par les soins et la fermeté d'un officier français on dispersa le groupe; deux militaires espagnols furent arrêtés et conduits en prison.

Les troupes espagnoles viennent de recevoir l'ordre d'évacuer toutes les places où il y a garnison française; celles qui étaient à Badajoz l'ont déjà quitté pour aller dans une autre ville de l'Estramadure; les principaux ports de mer où il n'y avait pas de garnison française vont en recevoir; ceux de la Corogne et de St-Sébastien doivent recevoir de puissants renforts. Trois mille français viennent aussi d'entrer à Valence. Le duc de l'Infantado, qui vient d'être nommé capitaine-général pour le zèle et les connaissances qu'il a déployés dans ces derniers tems, est d'avis que l'Espagne peut se passer dans ce moment d'artillerie et de génie, et que les milices provinciales peuvent suffire pour le moment; la population de Madrid a vu avec peine le départ des milices provinciales qui sont cantonnées dans les villages de ses environs; mais il a fallu se soumettre à la loi du plus fort, car le général français a déclaré au roi que si ces troupes restaient dans la capitale les siennes en sortiraient, quant on veut obtenir quelque chose de S. M., le plus court parti à prendre c'est de lui dire qu'on va la laisser à la merci de ses loyaux et fidèles sujets, on obtient alors tout ce que l'on veut.

Des lettres de l'Estramadure et de plusieurs autres provinces s'accordent à dire que les détenus pour opinion ou délits politiques ne sont point jugés mais qu'ils croupissent dans les prisons qui se remplissent chaque jour; à Séville la tranquillité a été troublée le 6 de ce mois; on avait répandu le bruit que des constitutionnels armés étaient aux portes de la ville, alors la populace excitée par les prêtres et les autorités locales s'est portée à toutes sortes d'excès en enfonçant les portes des maisons des personnes aisées qu'elles disent toutes professer des principes libéraux; les trainant hors de leur domicile et les maltraitant; quelques-uns ont été conduits chez des perruquiers qui ont été obligés de leur raser les cheveux afin disent-ils, de les reconnaître une autre fois.

Un ordre du roi impose la plus sévère responsabilité à la municipalité de Campredon en Catalogne et aux autorités de la province pour les excès commis dans une fabrique de drap, dont les machines ont été brisées par les ouvriers. Les autorités employeront tous leurs moyens pour convaincre les ouvriers de l'avantage des machines; les évêques ordonneront aux curés d'exercer leur influence pour inculquer des idées dans l'esprit du peuple; de semblables excès ont aussi eu lieu à Ségovie et à Alcoy.

RÉSUMÉ DES NOUVELLES POLITIQUES DU 1^{er} JUILLET AU 1^{er} AOUT.

(Voir les n. 34 et 37, 82 et 87.)

AMÉRIQUE.

Etats-Unis. — Mort du général Rufus Putman, le seul officier américain de ce grade survivant de l'armée révolutionnaire. — Les candidats à la présidence sont MM. Adams, Crawford, Jackson et Clay. — Il résulte d'une lettre de Maurice Persat, ex-capitaine de cavalerie, que le prétendu fils de Louis XVI est son frère, qu'il a servi dans l'armée

française jusqu'en 1816, et qu'un coup de feu dans la tête paraît avoir aliéné sa raison. (V. le n° 86.)

Mexique. — On ne connaît pas encore le port où l'empereur débarquera. Tampico, Alvarado et la Vera-Cruz, seuls points par où le Mexique soit ouvert, sont gardés par des troupes fidèles. Le général Bravo, régénérateur du Mexique, homme actif, brave et loyal, est nommé commandant en chef. Iturbide a pour lui le clergé, les européens, un grand nombre d'officiers retraités de tous grades et quelques chefs de l'armée active. — L'envoyé du Mexique, Jose Michelena, est arrivé en Angleterre. — 1,200,000 dollars, première partie de l'emprunt contracté à Londres avec la maison Goldsmith, arrivent à Los-Sacrificios. — La province de Campêche se réunit à la fédération mexicaine. — Constitution mexicaine. La nation adopte le système de gouvernement républicain fédéral, populaire et représentatif. La souveraineté réside dans la nation. La religion du Mexique est et sera toujours la religion catholique, apostolique et romaine. (V. le n° 82.)

Colombie. — Discours du vice-président, Francisco de Santander, à l'ouverture du congrès. Des traités d'alliance sont conclus ou sur le point de l'être avec les autres états de l'Amérique. Le gouvernement a cimenté ses relations commerciales avec la Grande-Bretagne. Les négociations avec la cour de Rome ne sont pas encore terminées. L'éducation politique s'est améliorée; la république jouit d'un état paisible. (V. le n. 79.) — Rapport officiel de la réception des commissaires anglais à Colombie. — Le congrès porte une loi qui approprie aux besoins de l'état les terres de l'église. — Une saisie de 9,250,000 fr. est faite sur les fonds de l'emprunt colombien à Londres, à la réquisition d'un certain Edwards, qui a fait dans le tems de grosses fournitures au général Devereux. On croit que ce général est chargé de rembourser le fournisseur. — Lancaster est à Caraccas. Des écoles d'après sa méthode se sont multipliées dans toute la république, et la liberté de la presse a donné naissance à plusieurs journaux à Bogota (*El Constitucional*), à Caraccas, à Quito, à Maracáibo. — Les forces de Colombie forment un total de 32,500 hommes présents sous les armes.

Pérou. — La citadelle de Callao est livrée aux Espagnols par les nègres revoltés. Le général espagnol Cantarac entre à Lima. — Proclamation de Bolivar, (V. le n. 88.) Beaucoup de nouvelles contradictoires ont été données sur les affaires du Pérou. Il est difficile de dire qui des deux partis combat avec plus d'avantage. Défiez-vous surtout des rapports officiels de la *Gazette de Madrid* et de sa sœur l'*Etoile*. — Le 22 février le congrès s'est dissous. Torre-Tagle a été déposé, et Bolivar nommé directeur. — Laserna, Cantarac et Valdez, sont des constitutionnels prononcés. Olaneta, royaliste, maître du haut Pérou, semble être en guerre ouverte avec les trois autres. — Le quartier général de l'armée colombo-péruvienne était à Truxillo le 27 mars et l'avant-garde de la même armée à Pativilia, le 20.

Buenos-Ayres. — Prise de l'île de Chiloë, dernier point occupé par les Espagnols au Chili. — La constitution de ce pays est terminée; elle est modelée sur celle des Etats-Unis. — Lettre amicale de M. Canning au ministre don Bernardino Rivadavia. — Service de paquebots entre l'Angleterre et Buenos-Ayres. — Emprunt d'un million à Londres en faveur de cette république.

Brésil. — Pernambuco persiste dans sa révolte. Cette ville divisée en deux factions, est livrée aux horreurs de la famine par l'effet du blocus qui durait encore le 8 juin. — Le 26 mai, l'indépendance et l'empire du Brésil sont reconnues par les Etats-Unis. — Des négociations sont ouvertes à Londres entre les plénipotentiaires brésiliens et portugais.

Cuba. — Menace une rupture avec l'Espagne: le tiers des vaisseaux qui sortent de la Havane, tombe entre les mains des corsaires colombiens.

Haïti. — Les négociations ouvertes par les envoyés haïtiens avec le gouvernement français ne sont pas terminées. — L'armée permanente de la république d'Haïti, se compose de 30,000 hommes qui seraient aisément doublés en cas d'armement général.

EUROPE.

Grèce et Turquie. — Napoli de Romani est au pouvoir des Grecs: cette ville est déclarée siège du gouvernement. — La soumission de Colocotroni paraît certaine quoiqu'elle n'ait pas encore été annoncée d'une manière officielle. — Des bandes turques ensenglantent l'Asie-Mineure: 10,000 chrétiens périssent à Pergame dans une horrible boucherie qui dure 36 heures. — Les Turcs possèdent encore en Morée Patras et Coron. — Les forces grecques montent à 128,000 hommes, 60 navires de guerre, et 100 autres petits vaisseaux. — Défaite des Turcs aux Thermopyles. — Peste en Moldavie. — L'évacuation de la Valachie et de la Moldavie toujours différée: du reste, les Turcs et les Russes sont fort bons amis. — Arrivée du général Guillemot à Constantinople. — Le sénat des Iles-Ioniennes décréte qu'aucun endroit, faisant partie de ces îles, ne peut ser-

vir de dépôt à l'emprunt grec, contracté à Londres. — Lettre du commandant en chef de l'armée turque, au général grec de Livadie: il y parle « de la clémence et des sentiments d'humanité de son puissant et bienheureux empereur »; à quoi le général des Grecs répond que « Depuis long-tems ils en sont rassasiés, et qu'ils n'ont plus besoin (V. n. 103) » de ces sacres exercés par les Turcs sur les habitans paisibles de l'Archipel. — Le gouvernement grec apprend que beaucoup de capitaines de navire sous différens pavillons européens prennent des cargaisons de toute espèce, destinées à l'usage de la flotte turque, servent au transport de troupes, de vivres et de toute sorte de munitions de guerre; etc., en conséquence décret du président Conduriotti qui déclare que ces vaisseaux seront considérés comme ennemis. — Le capitain-Pacha a levé sur Ipsara le glaive exterminateur de la vengeance.

Russie. — Grande distribution de rubans de la part de S. M. aux officiers français qui se sont le plus distingués dans la guerre d'Espagne. Dans ce nombre se trouve le lieutenant-général Vallin, le même qui a mitraillé les réfugiés français et piémontais à la Bidassoa. — L'ambassadeur russe en Portugal est également nommé chevalier de l'ordre de St-Valdimir pour services rendus à la monarchie portugaise. On voit que de Constantinople à Lisbonne, le gouvernement russe prend à cœur les intérêts des monarques.

Autriche. — Tout commerce a cessé; l'argent a disparu de la circulation. — Défense de laisser entrer dans les états de l'Autriche aucun étranger suspect, etc.; on renouvelle à cette occasion l'ordonnance rendue contre quatre dames, parmi lesquelles figure lady Morgan, pour ses calomnies audacieuses contre le gouvernement. La police d'Autriche n'est pas galante. — L'Autriche paraît avoir joué le rôle principal à Johannisberg. — Par la mort du grand-duc de Toscane, les biens ci-devant seigneuriaux de Deux-Ponts, et dont le jeune duc de Reichstadt porte les titres, passeront à ce prince.

Allemagne. — Congrès de Johannisberg: c'est une répétition du congrès de Carlsbad en 1819; outre les affaires d'Allemagne, on présume qu'on y a traité des affaires de l'ouest et de l'Amérique. — Circulaire du 4 juillet du ministre de la police prussienne contre la *burschenschaft*. L'enquête contre les meneurs d'une ligue secrète a été remise à un tribunal immédiat. Dans la nomination aux emplois, on n'aura pas seulement égard aux connaissances; mais principalement aux sentimens de dévouement et d'obéissance envers le souverain et l'état. — Rétablissement des relations diplomatiques entre les cabinets de Vienne et de Berlin, et le roi de Wurtemberg. — Le 9 juillet, clôture de la session des états de Wurtemberg.

Suisse. — Plusieurs membres des réunions allemandes pour la cause des Grecs, reçoivent des diplômes de citoyens Helvètes (voir la formule n. 82). — La diète suisse à Berne renouvelle les mesures de police prises l'année dernière contre les étrangers et la liberté de la presse.

Italie. — La majeure partie de l'armée autrichienne restera dans le royaume de Naples jusqu'en 1826. — Les moyens du cardinal Pallota contre les brigands paraissent insuffisants. (L'abondance des matières nous force à remettre la suite à demain.) *Ch. A.*

LOGOGRIPE.

Un pied de moins, ou je tue ou je blesse,
Je ne produis que la douleur;
Un pied de plus, je nais de la tristesse,
Mais je nais aussi du bonheur.

Le mot du dernier logogriphe est *Mode*, où l'on trouve l'*Ode*.

ANNONCES.

Dimanche prochain il y aura harmonie au Waux-Hall chantre, chez Maréchal à la Boverie.

On porte à la connaissance du public que les immeubles de Mathieu Joseph ANGENOT, situés à Jusleville, commune de Theux, ont été enchéris comme suit:

Le premier lot par M. G. Delaage, de Paris, a été porté à fls. 24,911.
Le 2e. lot par le même à . . . 19,350.
Le 3e. lot par M. B. Lange, de Dison, à . . . 1,000.
Le 4e. lot par M. J. L. Moureaux de Theux, à . . . 1,000.
Le 5e. lot par M. J. J. Rigaux de Verviers, à . . . 517.50.

En conséquence il sera procédé par le ministère de Me. L. Damsaert, notaire, lundi six septembre 1824, à 10 heures du matin, dans la salle d'audience du tribunal de commerce, aux ci-devant Carmes, à Verviers, à la réception des enchères et à l'adjudication définitive, sans aucune remise, de ces immeubles, sur les mises à prix ci-dessus indiquées et aux charges, clauses et conditions portées au cahier des charges, dont on peut prendre connaissance chez ledit notaire.

Le prix de l'abonnement est de 10 francs par trimestre pour Liège, et de 11-50 franco, pour les autres villes du Royaume.

Les bureaux du journal sont rue Souverain-Pont, n. 320, et chez les dames Mahoux et De Sartorius, maison joignant.

On s'abonne à Bruxelles chez Berthot, libraire, Marché au Bois, et chez tous les directeurs des postes.

Les annonces sont insérées à deux sous par ligne.